

IL VEUT EXPURGER LA LIBYE DES MILICES ISLAMISTES

Le mystérieux général Haftar

L'opération «dignité», nom donné à l'offensive lancée par les forces du général Khalifa Haftar, ex-protégé de la CIA, contre les islamistes à Benghazi et le Congrès général national (CGN, Parlement) vendredi et dimanche derniers, va-t-elle changer la donne en Libye ? Le gouvernement intérimaire libyen a recommandé une mise en congé du Congrès, après l'adoption du budget 2014.

Depuis, un calme précaire règne dans la capitale libyenne. Quant au CGN, il a dû s'installer à l'hôtel Radisson Blu de Tripoli en attendant un hypothétique retour au calme.

Pour l'heure, le nom de Khalifa Haftar, à la tête de cette force militaire autoproclamée «armée nationale libyenne», est sur toutes les lèvres. Il veut, affirme-t-il, purger son pays de la présence des milices islamistes ayant pignon sur rue à Benghazi, Tripoli et plusieurs autres villes.

Qualifié de «général putschiste» par les autorités transitoires de Tripoli, ce dont il se défend, Khalifa Haftar bénéficie en revanche de l'appui des anciens officiers du régime de Kadhafi ayant fait défection en mars 2011 et rallié la protestation populaire, y compris de l'armée de l'air, et de tout ou partie des redoutées milices de Zenten basées dans



Le général Khalifa Haftar.

l'ouest. Pas plus tard que lundi, les soldats et les officiers de la base aérienne militaire à Tobrouk, dans l'est, ainsi que les forces spéciales, ont décidé de se placer sous son commandement. Arrivé en mars 2011 dans les fourgons de l'Otan en provenance des États-Unis où il était réfugié, avant de succéder, à la tête des «rebelles» libyens, au général Fatah Al Youniss, assassiné en juillet de la même année,

Haftar, désigné chef d'état-major d'une armée libyenne alors en construction, semble bien parti pour s'imposer comme un acteur incontournable de la crise libyenne.

C'est sans doute à ce titre qu'il a lancé vendredi une opération particulièrement sanglante (79 morts et 141 blessés) contre les groupes islamistes, dont Ansar Charia, qui ont fait de Benghazi leur fief. Malgré un

appui aérien, les troupes de Haftar, qui a promis «de revenir avec force», ont dû se replier de la deuxième ville libyenne. Et que 48 heures après, cette fois-ci à Tripoli, des milices de Zenten (ouest du pays), connues pour leur hostilité aux islamistes, aient attaqué le Congrès général national (CGN), Parlement libyen, annonçant même sa dissolution. Aux yeux d'un de leurs chefs, le colonel Mokhtar Fernana, qui a fait allégeance au général Haftar, cette institution n'a aucune légitimité puisque son mandat devait s'achever en février 2013. Selon lui, le CGN doit remettre le pouvoir aux membres de la commission chargée de réécrire la Constitution.

S'ajoute à cette extrême confusion, celle de cet ex-commandant «rebelle», l'obscur Ibrahim Jathran, chef d'une milice de 3 000 hommes chargée alors de la protection des installations pétrolières de l'Est libyen. Voilà qu'en août dernier, il a décidé d'en prendre le contrôle, menaçant même de commercialiser le pétrole, sans l'aval de Tripoli.

N'eût été l'intervention des forces américaines qui ont empêché les bateaux chargés de brut de quitter les terminaux pétroliers, Ibrahim Jathran serait sans doute parvenu à ses fins. La

Par Hassane Zerrouky

pression des États-Unis n'est sans doute pas étrangère à la conclusion de l'accord intervenu le 7 avril ayant mis fin provisoirement au conflit.

Cela étant, les autorités provisoires de Tripoli n'en ont pas fini avec lui : Jathran vient de rallier le camp de ceux qui exigent la suspension du Parlement et une plus grande autonomie pour l'est de la Libye. Aussi vient-il d'annoncer qu'il refusait de traiter avec le nouveau Premier ministre, Ahmed Miitig (nommé par le CGN le 4 mai), qui, soit dit en passant, n'a pas encore été investi par le Parlement, au motif que son élection serait «illégal». Même tonalité de la part du chef du gouvernement autoproclamé de la Cyrénaïque (est de la Libye), Abd Rabou Al Baraassi, qui a appelé à l'organisation d'une nouvelle élection.

Reste qu'une extrême confusion règne dans ce pays fracturé, pris en otage par ces milices que BHL présentait comme des unités combattant pour la démocratie et la liberté et que les puissances occidentales, France en tête, ont abandonné à son sort, une fois liquidé Kadhafi ! Et dire qu'il y a des gens chez nous qui ont applaudi en 2011 à l'intervention de l'Otan en Libye.

H. Z.

Le chef d'état-major
de la marine
et trois personnes
blessés dans une
attaque à Tripoli

Le chef d'état-major de la marine libyenne, Hassan Abou Chnak, deux gardes et un chauffeur ont été blessés mercredi à Tripoli dans une attaque contre leur convoi, a-t-on indiqué de source militaire.

Des hommes armés à bord d'une voiture ont bloqué la route au convoi du Contre-Amiral Hassan Abou Chnak, et ont tiré des rafales de balles vers son véhicule, a déclaré le porte-parole de la marine, le colonel Ayoub Kassem. «Il a été légèrement blessé à la tête. Un chauffeur et deux gardes ont été blessés par balles, mais leurs jours ne sont pas en danger», a-t-il assuré.

La Libye est en proie à l'anarchie depuis la chute de l'ancien régime de Mâammar El Gueddafi en octobre 2011, les autorités de transition ne parvenant pas à contrôler d'innombrables milices armées qui imposent leur loi dans le pays.

APS

Réunion extraordinaire jeudi
du Conseil de la Ligue arabe

Le Secrétaire général adjoint de la Ligue arabe, Ahmed Benhelli, a annoncé mercredi la tenue jeudi d'une réunion extraordinaire du Conseil de la Ligue arabe au niveau des délégués

permanents pour examiner les développements de la situation en Libye.

M. Benhelli a indiqué que la réunion de concertation qui sera tenue jeudi au siège du

Secrétariat général de la Ligue arabe interviendrait à la demande du Secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil Al Arabi, pour informer les délégués permanents, de ses contacts et

ses concertations en cours concernant la situation en Libye et des moyens de soutenir la mission de Nacer Al Qidwa, son représentant pour la Libye.

La CPI refuse de laisser la Libye juger
Seif al-Islam Kadhafi

La Cour pénale internationale a débouté Tripoli en appel mercredi, exigeant une nouvelle fois que Seif al-Islam, fils du défunt dictateur Mouammar Kadhafi, soit transféré à La Haye et non jugé en Libye.

La Libye et la CPI se disputent le droit de juger Seif al-Islam pour la répression sanglante de la rébellion de 2011 mais leurs aspirations sont entravées par le fait que l'accusé est actuellement aux mains d'anciens rebelles au sud-ouest de Tripoli. La CPI a rejeté mercredi l'appel de la Libye contre une décision de mai 2013 exigeant le transfert de l'accusé à La Haye, où siège la CPI, pour qu'il y soit jugé.

«Dans la présente affaire, la chambre d'appel confirme la décision et rejette l'appel», a déclaré le juge Erkki Kourula lors d'une audience publique.

Seif al-Islam Kadhafi, 41 ans, est recherché par la CPI pour des crimes contre l'humanité présumés

commis en février 2011. La Cour avait jugé en mai 2013 que la Libye ne pouvait pas offrir un procès équitable à l'accusé et dès lors exigé que Seif al-Islam soit immédiatement transféré à La Haye.

La Libye avait fait appel. «La chambre d'appel conclut que la chambre préliminaire n'a pas commis d'erreur», a soutenu le juge Kourula : «les preuves dont dispose la chambre d'appel ne lui permettent pas de discerner les contours d'un dossier en Libye».

Tripoli assure de son côté être en mesure de juger l'accusé mais n'a pas réussi à obtenir le transfert de Seif al-Islam dans la capitale libyenne. Le fils de l'ancien dictateur a déjà comparu devant un juge de Tripoli, mais par vidéoconférence depuis sa prison à 180 kilomètres au sud-ouest de la capitale, à Zenten.

Trois ans après la chute du régime de Mouammar Kadhafi, les autorités n'ont de fait pas réussi à



Seif al-Islam Kadhafi.

rétablir l'ordre, et le pays fait face à une crise politique et sécuritaire faisant craindre une guerre ouverte. L'ex-chef des renseignements,

Abdallah al-Senoussi, est lui aussi recherché par la CPI mais cette dernière a accepté le 11 octobre 2013 qu'il soit jugé en Libye.